

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

SOMMAIRE n° 59

tract du C.C.I. p.2
LA BOURGEOISIE PEUT
RECULER p.3
l'art de diviser p.3
grèves en Europe
Espagne, G.B. p.4
IRAN: rien n'est résolu p.5
pourquoi
l'internationalisme p.8
MENSUEL MARS 79
3ff / 30fb / 2fs / 0.70cts can.

PAS D'EXTENSION DES LUTTES SANS DEBORDEMENT DES SYNDICATS

• Longwy, Denain, Nantes, Caen, Rouen, Fos, etc., autant de villes où les ouvriers se sont affrontés à la police de l'Etat, autant de villes où la colère ouvrière a explosé, autant de villes où les syndicats se sont vus débordés par la combativité ouvrière, autant de signes qui marquent en France la reprise de la lutte de la classe ouvrière, son regain de combativité.

SALUT AUX OUVRIERS DE LONGWY

• Au moment de boucler ce numéro, nous tenons à saluer la riposte active des ouvriers de Longwy à l'évacuation du ré-émetteur de télévision par les forces de police. Dès l'évacuation à 2h 30 dans la nuit du 23 au 24 février, des ouvriers d'une usine voisine réoccupent, les ouvriers de permanence battent le rappel par haut-parleur dans les rues de la ville et déclenchent les sirènes d'usine et le toc-sin. Des ouvriers au travail débrayent et s'arment de barres de fer, d'autres se lèvent et les rejoignent. Hoiries et femmes, tous se regroupent en une manifestation qui décide l'attaque du commissariat. Armés d'un bulldozer, plus de deux cent manifestants attaquent deux heures durant les policiers qui ripostent à la grenade lacrymogène. Il faudra toute la matinée, au cours de laquelle l'union patronale sera mise à sac par des manifestants et le commissariat de nouveau attaqué, pour que les syndicats et le maire (PC) parviennent à calmer la colère. L'Intersyndicale fera lever le siège du commissariat pour regrouper les manifestants à l'entrée de la ville contre l'arrivée des forces de police, forces de police qui pénétreront sans heurts dans la ville malgré les barrières. Le maire dénoncera les "groupes incontrôlés" pour demander que l'affrontement soit évité. La riposte ouvrière collective et vivante regroupant jusqu'à deux mille personnes en fin de matinée, se retrouvera ainsi égarée dans l'ornière d'une manifestation-mascarade et d'une tentative d'une nouvelle opération "ville morte".

De cet événement, deux leçons immédiates sont à tirer.

- Cette fois encore, les ouvriers de Longwy ont montré qu'il est possible d'opposer à la violence étatique et policière une VIOLENCE DE CLASSE qui, grâce à l'action collective, à la solidarité, au regroupement d'un maximum de forces, sait trouver les moyens du combat contre la répression de l'Etat bourgeois. Tous ceux qui n'ont cessé de dénigrer la violence ouvrière et de l'imputer à des éléments "étrangers" mentent et se rangent aux côtés des défenseurs de la violence capitaliste. La classe ouvrière peut et doit organiser sa violence face aux attaques de la bourgeoisie. Les "provocateurs" quand il y en a de vrais, la classe ouvrière sait les éliminer. Les "incontrôlés", les "au-

suite p. 7

C'est d'abord en province que l'attaque de la bourgeoisie contre la classe ouvrière s'est manifestée par des licenciements massifs qui ont jeté des milliers d'ouvriers sur le pavé. C'est la manifestation classique de la manière dont la bourgeoisie fait face à la crise : en essayant d'abord d'en faire peser les effets sur la périphérie de son système, mais le travail de sape de la crise économique mondiale fait que la classe dominante peut de moins en moins mettre ses centres vitaux à l'abri des effets de la crise économique et se protéger ainsi de la crise sociale qui en découle. Même si les licenciements restent essentiellement circonscrits en province, ce sont des régions économiques de première importance qui sont touchées: le Nord, la Lorraine, etc, c'est-à-dire de fortes concentrations ouvrières.

Soumise à une telle attaque, la classe ouvrière ne pouvait manquer de réagir. Déjà, la grève générale de 1968 avait été annoncée par des grèves combattives en province (notamment Rhodacéa). Aujourd'hui, toutes les luttes qui se développent de manière combien plus significative sont, aussi, riches de l'annonce d'un mouvement plus général qui mûrit au sein du prolétariat.

• Sous couvert d'une "correction" limitée de la Chine au Vietnam pour ses agissements au Cambodge, c'est une véritable guerre qui se déroule dans le Nord-Vietnam. C'est par centaines de milliers que des paysans et des ouvriers chinois et vietnamiens sont jetés les uns contre les autres, c'est par dizaines de milliers qu'ils se sont faits déjà tuer au nom du "socialisme" ou de la "patrie". Commencée il y a quelques semaines avec l'invasion d'un petit pays de six millions d'habitants, elle concerne aujourd'hui directement des pays regroupant près d'un milliard d'hommes.

la menace de la guerre

La guerre d'Extrême-Orient confirme ce que les communistes ont affirmé depuis plus d'un demi-siècle :

- que dans la période actuelle de son existence, celle de son déclin historique, ouverte justement par le premier conflit mondial, le capitalisme ne peut offrir à la société que des guerres de plus en plus meurtrières, ne peut se survivre que par des mutilations de plus en plus cruelles de l'humanité ;

- que l'apparence de prospérité qui suit chacune d'elles n'est qu'un répit au cours duquel se recréent les condi-

vers un nouveau mai 68?

Les conditions d'émergence de la lutte de classe sont aujourd'hui bien différentes de celles qui présidèrent à l'explosion des journées de mai 68. A cette époque, certains pouvaient encore nier que la crise existait ; aujourd'hui, plus personne n'est à l'abri de ses effets dévastateurs. En 68, l'ampleur du mouvement, son exten-

sion même, ont autant été permises par la réveil de la lutte prolétarienne que par la surprise de la bourgeoisie qui avait oublié que le prolétariat était toujours la classe révolutionnaire. Certains, allant jusqu'à théoriser que ce qui avait fait l'"originalité" de 1968 en France, c'était le mouvement étudiant !

Qui peut nier le caractère proléta-

suite p. 2



Affrontements manifestants-CRS à Roubaix-Tourcoing

CONTRE LA MENACE D'UNE 3^e BOUCHERIE IMPERIALISTE : DEVELOPPEMENT DES LUTTES DU PROLETARIAT MONDIAL !

Le spectre d'une troisième guerre mondiale revient hanter le monde. L'inquiétude qui se saisit de la société sur tous Us continents n'est pas seulement le fait du battage assourdissant des mass-médias toujours à l'affût d'événements spectaculaires. L'engrenage qui se déroule sous nos yeux est bien de ceux qui conduisent aux guerres mondiales : ce n'est pas autrement que l'assassinat d'un archiduc d'Autriche a débouché sur la première boucherie impérialiste et ses 20 millions de morts, que l'entrée des troupes allemandes à Dantzig a déclenché la seconde avec ses 50 millions de tués.

tions d'une crise économique encore plus violente, où se reconstruisent les moyens d'une guerre encore plus terrible.

Et à mesure que s'approfondit la crise économique actuelle, les conflits qui, sous couvert de "libération nationale" et autres justifications mensongères, n'ont cessé d'opposer les grands blocs impérialistes depuis la seconde guerre mondiale, ces conflits s'aggravent et s'étendent de plus en plus. Ce qu'indique cette nouvelle étape de l'escalade guerrière c'est que, d'ores et déjà, les conditions d'une troisième boucherie impérialiste existent au sein du capitalisme • tant du point de vue de la violence de ses contradictions économiques que de l'échelle colossale de ses armements, ce système est mûr pour infliger à l'humanité une nouvelle saignée encore plus terrible que les

précédentes, peut-être même sa destruction.

Ce qui retient encore aujourd'hui sa main criminelle, ce ne sont ni un niveau "insuffisant" de sa crise ou de ses préparatifs militaires, ni la crainte qu'inspirent aux dirigeants du monde les engins qui, sous terre, sous les mers et dans les airs sont prêts à déchaîner l'apocalypse, ni encore moins les sentiments humanitaires de ces dirigeants. Ce qui manque au capitalisme pour qu'il puisse, d'ores et déjà, apporter sa "solution" guerrière à la crise, c'est sa capacité à encadrer les populations, et en premier lieu les prolétaires, afin de les jeter les uns contre les autres. Si un tel encadrement est encore possible dans les pays de sa périphérie, notamment sous le chapeau de "l'indépendance nationale", par contre, les luttes ouvrières qui se sont développées depuis 1968 dans les grandes métropoles du capitalisme et qui, après une pause reprennent aujourd'hui avec une nouvelle vigueur, signifient que le prolétariat de notre époque n'est pas disposé, comme celui de 1914 ou de 1939, à servir de chair à canon pour une nouvelle boucherie impérialiste.

suite p. 6

IRAN, LEÇONS DES EVENEMENTS

• LIRE EN PAGE 5

FACE A L'ATTAQUE MASSIVE DU CAPITAL: GENERALISONS LA LUTTE!

(TRACT)

Les dizaines de milliers de licenciements qui frappent aujourd'hui la sidérurgie dans toute la France comme en Allemagne, en Belgique ou en Luxembourg, ne sont que la confirmation brutale de l'aggravation de la crise qui secoue le capitalisme mondial ! A l'exploitation féroce oubliée par le prolétariat durant les années passées de "prospérité" capitaliste, s'ajoutent aujourd'hui un train de mesures d'austérité et de chômage plongeant toute la classe ouvrière dans une misère chaque jour plus grande : la crise n'épargne aucun secteur, aucune région, aucun pays.

Mais que ce soit contre les diminutions de salaires ou les licenciements, la classe ouvrière, que d'au-

cuns disaient embourgeoisée, a commencé à riposter : les ouvriers allemands de la sidérurgie ont amorcé, il y a quelques mois, le début d'une nouvelle vague de luttes ouvrières à l'échelle internationale qui devra dépasser nos luttes d'hier ! La classe ouvrière anglaise a pris, il y a quelque temps, le relais : des camionneurs aux services publics ! Mais également aussi en Italie, en Espagne ou en Iran, des grèves éclatent, la classe ouvrière mondiale relève la tête !

travailleurs, camarades.

Nous avons déjà compris l'illusion des promenades pacifiques des syndicats, des misérables mascarades régio-

nalistes comme à Longwy, des journées "villes-mortes" qui ressemblent à des enterrements de la lutte, des négociations-bidons destinées à décourager les ouvriers les plus combatifs, etc. Tout cela est du vent ! Mais, depuis, la colère a succédé à l'impuissance des journées "d'inaction", et immédiatement, les syndicats ont dénoncé cette colère ; immédiatement après l'attaque par des centaines d'ouvriers en colère, du commissariat de Longwy, ils se sont mis à crier à "la provocation de professionnels de l'émeute et d'éléments extérieurs" ! Pour la gauche et les syndicats, seule la bourgeoisie et son Etat ont droit à la violence, les ouvriers, eux, devraient rester "pacifiques", comme si les

ouvriers étaient des enfants de choeur ou des moutons !

Nous connaissons bien maintenant le travail de sabotage des syndicats ! Comme en mai 68, ils sont toujours prêts, si nous les laissons faire, à brader nos luttes pour des miettes ou des promesses ! Mais, aujourd'hui, il y a de moins en moins de miettes, le patronat et l'Etat sont enfoncés dans la crise mortelle du capitalisme mondial ! Tout recul de leur part sur les licenciements et les salaires ne pourra être que le fruit de notre lutte déterminée. Les camionneurs anglais ont obtenu 25 % d'augmentation. Mais il faut savoir que de telles victoires ne seront que provisoires : à peine aurons-nous baissé les bras que la crise ressurgira, encore plus dévastatrice ! C'est pour cela que notre lutte doit aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la destruction d'un système de plus en plus barbare et décadent ! Si le capitalisme est malade, eh bien, achevons-le !

FRANCE (suite de la P.1)

rien de toutes les luttes qui se mènent aujourd'hui contre les licenciements et l'austérité qui ne cessent de s'aggraver ? Où est le mouvement étudiant ? Il a disparu dans les poubelles de l'histoire. C'est le coeur du prolétariat industriel : les sidérurgistes, qui, aujourd'hui, s'insurgent contre les conditions de vie de plus en plus misérables que le capital tente de lui imposer.

Mais, si, il y a dix ans, la bourgeoisie avait pu être surprise, ce n'est plus le cas maintenant. Suffisamment éffrayée, traumatisée par les événements de 1968, la bourgeoisie française ne s'est pas endormie sur ses lauriers, elle a pris conscience de la renaissance du mouvement prolétarien et, pendant 10 ans, c'est à un martelage mystificateur intense qu'elle a soumis le prolétariat afin de prévenir de nouvelles explosions sociales.

La gauche de l'appareil politique du capital a été le fer de lance de la contre-offensive bourgeoise avec le programme commun qui réunissait socialistes, communistes et radicaux avec, en prime, le soutien critique des gauchistes. Pendant 10 ans, un seul mot d'ordre face à la classe ouvrière : "voter, oui ! lutter, non* ! Les partis de gauche et les syndicats ont joué leur sale rôle d'agent électoraliste et de briseurs de grèves. Mais toutes les illusions semées par la bourgeoisie ont tendance à s'effriter face au rôle de clarificateur que remplit la crise.

L'éclatement du programme commun a levé une hypothèque qui pesait lourdement sur la conscience de la classe ouvrière. Les illusions électoralistes se sont bien affaiblies et ce ne sont pas les futures élections européennes qui viendront les renforcer. Une seule voie reste ouverte à la classe ouvrière : lutter sur son terrain de classe, c'est ce qui se manifeste par le lent mais régulier développement des luttes de la classe ouvrière depuis la fin du programme commun.

Depuis 68, les conditions ont bien changé. Dix ans de crise se sont chargés de faire pénétrer dans la tête des prolétaires aiguillonnés par la misère, des doutes grandissants sur la nature ouvrière de ceux qui se prétendent leurs défenseurs : partis de gauche et syndicats, ou sur la possibilité de défendre leurs conditions de vie dans le cirque électoral. Aujourd'hui, ce n'est plus un quelconque mouvement étudiant qui pourra masquer la lutte entre prolétariat et bourgeoisie.

les luttes ouvrières aujourd'hui

Même si la crise s'est jusqu'à présent développée relativement lentement, c'est en profondeur qu'elle a ébranlé le système d'exploitation capitaliste et c'est à une échelle toujours plus large que ses effets se sont fait sentir : le chômage a triplé depuis 1968.

Le caractère lent et en profondeur de la crise, semble aussi avoir son contre-coup dans le développement de la lutte ouvrière qui se caractérise aussi par son lent développement, ce qui, de fait, implique un développement plus homogène et plus profond de la conscience de classe.

L'aspect rapide de l'extension du mouvement des occupations en 1968 fut essentiellement dû à la faiblesse de

grève dans les assurances les syndicats à visage découvert

• Depuis U début des années 50, on n'avait pas vu un tel mouvement de grèves dans les assurances à Paris et en province. L'attaque contre Us salaires que représentent les augmentations des prix se fait d'autant plus ressentir sur les bas salaires des employés d'assurances. Corne partie de la classe ouvrière, ceux que la bourgeoisie appelle avec dédain "Us cols blancs" se mettent à lutter malgré Uur réputation de manque de tradition de combativité. Le mécontentement est grand puisque employés et employés se mettent tout à coup à bouleverser U train-train syndical au point que les bureaucrates syndicaux ne savent plus où donner de la tête. Occupations, piquets de grève sont mis en place, des assemblées générales ont lieu chaque jour dans la plupart des assurances, un bouillonnement se produit et une telle situation, Uin d'être de la zizanie, renforce la prise de conscience de la force de l'action collective de nos camarades travailleurs des bureaux. Un groupe d'employés du Groupe d'Assurances Nationales a même diffusé à ses frais (devant U refus outré des syndicats) un tract : "Liberté d'expression, pas de frein à l'action", qui en dit long sur "l'attitude patronale" des syndicats, souligne "Uur ras-U-bol des actions inefficaces et sans lendemain" ; eUs se sont fait traiter de "femelles hystériques" et de "petites connes de révolutionnaires" par la flicailU syndicaU, alors qu'elles U distribuèrent aux manifestations. Menaces physiques pour ceUs et pour ceux qui commencent à remettre en cause timidement Us syndicats, voilà la réponse des "délégués du personnel". Et quand le comité de grève est formé, voyant revenir les syndicats, Us employées croient à un revirement de Uur part : "ils sont à nouveau avec nous". Non ! Ils ne sont pas avec nous, il a fallu une forte détermination aux grévistes de la rue de Paradis pour imposer l'occupation et la formation du piquet contre Us multipUs tentatives de démoralisation et d'intimidation des syndicats : "U mouvement est faibU ! Vous n'êtes pas assez nombreuses ! Vous ne serez pas payées ! La police va venir ! Ils ont repris ail-Uurs !" et, tenez-vous bien, "vous n'êtes pas des métalUs !" .Votes successifs, ballades dans les étages avec U soutien des délégués gauchistes, ramassage des noms afin que la direction connaisse bien U liste ; rien n'y fit.

C'est parce que Us travailleurs reprennent la lutte que les syndicats, pour accomplir Uur tâche de maintien de l'exploitation, sont contraints de dévoilU leur vrai visage. C'est pour cela aussi que Us travailleurs sont amenés à reconnaître -même si c'est de façon diffuse dans un premier temps- U nature anti-ouvrière des syndicats.

A. et J.L.
23/2/1979

la bourgeoisie, peu préparée à y faire face. La situation est toute autre maintenant et les travailleurs en font constamment l'expérience face aux syndicats, représentants de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, qui font tout pour s'opposer à la généralisation, à l'extension des luttes. Le développement de la lutte de classe est constaté entravé par les mystifications mises en avant par l'Etat de la bourgeoisie, et de fait, chaque pas en avant se fait pratiquement contre le sabotage syndical et porte en lui la critique pratique des syndicats.

Lorsque la lutte était isolée, faible, la bourgeoisie et ses syndicats enfermaient les ouvriers dans les usines, faisant passer la défense de la "boite" pour la défense de leurs intérêts ; ainsi, les travailleurs de Lip devenaient les Lips, ceux de Michelin les Bibs, etc. Aujourd'hui, où la crise pousse de plus en plus de prolétaires à combattre, où la tendance à la généralisation est de plus en plus forte, car les prolétaires se rendent de plus en plus compte de leurs intérêts communs, on ne peut pas parler de des "Usinors" ou des "De Wendels", la généralisation est déjà au-delà des limites de l'entreprise, et ce que les syndicats font croire, c'est qu'il faut défendre "sa" région, ou défendre la sidérurgie française. Mais, là est déjà la reconnaissance du fait que les prolétaires ont dépassé les limites usinistes, et dans la rue, ont montré leur unité et leur solidarité.

Jusqu'à présent, la région parisienne était restée relativement à l'abri-mais, là aussi, les travailleurs se mettent à lutter, pour les mêmes raisons : à la SFP, dans les assurances, ou dans les banques. Là encore, les syndicats sont confrontés aux mêmes débordements. Par leurs luttes, les prolétaires montrent que le problème

n'est pas celui du Valenciennois ou de la Lorraine, mais est général, ils montrent que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est touchée, que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui doit réagir, par-delà toutes les divisions. La tendance est à la généralisation des luttes ouvrières.

Toute l'activité des syndicats a pour but d'empêcher l'unification de ces luttes. Alors que, depuis plusieurs semaines était prévue une manifestation des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine à Paris pour le vendredi 16, l'affrontement des ouvriers de Denain aux CRS, à l'aéroport de Roissy, auparavant, a suffisamment fait peur à la bourgeoisie pour que les syndicats évitent une telle manifestation unique et organisent la division par toutes une série de manifestation dans l'ordre et la discipline dans toute la France.

Mais de telles promenades syndicales apparaissent de plus en plus pour ce qu'elles sont : des promenades de diversion, qui manifestent plus la faiblesse de la classe que sa force. et des fractions de plus en plus significatives de la classe manifestent leur volonté de développer d'autres formes d'action : celles d'une réelle lutte prolétarienne.

La tendance des conflits à converger vers Paris, véritable centre nerveux du capital français, montre l'enjeu de la lutte qui se développe aujourd'hui. C'est en se généralisant dans la région parisienne que le mouvement de lutte qui est aujourd'hui engagé peut réellement trouver le chemin de son unité.

Si pour certains Mai 68 s'était limité à Paris, c'était du à la relative faiblesse des luttes en Province. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La conscience de classe a mûri en profondeur.

C'est un mouvement d'une toute autre ampleur que les maigres prémices de

camarades,

La classe ouvrière est une force gigantesque, mais inorganisée elle ne peut vaincre l'Etat bourgeois, sa police, son armée, ses syndicats et ses partis ! A la violence instinctive que nous ressentons tous aujourd'hui doit suivre l'organisation systématique et efficace de notre lutte, nous devons utiliser nos capacités collectives de masse afin d'attaquer le système en plein coeur ! Nous devons savoir choisir les véritables cibles : nous produisons toutes les richesses, notre force vient de notre position dans la production, nous pouvons, comme les travailleurs anglais, paralyser le pays, prendre à la gorge le gouvernement et la bourgeoisie ! Mais, pour cela, il faut aussi tirer le bilan des luttes passées !

camarades,

A cause de l'emprise des syndicats, à cause des illusions électoralistes développées par la gauche et les gauchistes, à cause aussi du légalisme et du corporatisme, des divisions racistes, nous avons accumulé les défaites ! Aujourd'hui, en luttant usine par usine, région par région, secteur par secteur, comme les syndicats nous le

suite p.4

l'avant-mai 68 qui se développe aujourd'hui. Le débordement de l'encadrement syndical est ce qui distingue ces luttes dès aujourd'hui. Il avait fallu attendre la fin de la grève générale de 68 pour voir apparaître clairement des réactions anti-syndicales. Le prolétariat montre aujourd'hui comment sa lutte reprend de manière significative là où il s'était arrêté dans la vague de lutte précédente.

Même si les prolétaires ne manifestent pas encore massivement et clairement leur opposition aux syndicats, dans la pratique, des minorités de plus en plus larges montrent la méfiance grandissante des travailleurs vis-à-vis de ceux-ci en désobéissant aux consignes lénifiantes, en débordant les manifestations sans but, en s'affrontant à la police.

La bourgeoisie a peur. Son chien de garde syndical a de plus en plus de difficulté à contenir la colère ouvrière qui grandit, les débordements en-dehors du cadre syndical sont de plus en plus fréquents, les affrontements avec la police de plus en plus violents. Rien ne vient atténuer l'angoisse de la bourgeoisie, car celle-ci a une marge de manoeuvre qui se réduit comme peau de chagrin. De plus en plus, le prolétariat prend l'initiative, mais, s'il veut avoir la force de faire reculer la bourgeoisie, il devra savoir bousculer la première ligne de défense de la bourgeoisie que sont les syndicats afin d'unifier ses luttes par-delà les divisions corporatistes et régionales ; il devra reconnaître clairement quels sont ses ennemis, même si ceux-ci se cachent derrière une phraséologie ouvrière. Cela, la classe ouvrière ne peut le faire qu'en luttant de manière décidée, c'est ce qu'elle recommence à faire aujourd'hui.

J.J.
24/2/1979

OUI, LA BOURGEOISIE PEUT RECULER!

Le bourgeois disent aux ouvriers : "Ne luttez pas. Nos entreprises sont en difficulté. Nous ne pouvons faire autrement que licencier et baisser vos salaires réels. Céder à vos revendications reviendrait à augmenter Us faillites et, donc, le chômage". Les syndicalistes, se plaçant sur le même terrain, disent : "Ce n'est pas vrai. Les entreprises capitalistes sont rentables. Nous sommes prêts à négocier avec les patrons pour envisager ensemble les moyens de Us rentabiliser. En attendant, Us luttes doivent rester sagement dans le cadre de la Ugalité et de la rentabilité capitaliste".

Et, pourtant, Us ouvriers luttent. Et, pourtant, ils brisent, corne en Lorraine, U cadre légaliste et prennent d'assaut les commissariats de police. Et, pourtant, ils parviennent, corne en Grande-Bretagne, en se moquant des critères de rentabilité du capital britannique, à mettre en morceaux Us plans d'austérité imposés d'un commun accord par syndicats et gouvernement.

En fait, face aux arguments de la bourgeoisie, de ses gouvernements, et de ses syndicats, se posent pour U classe ouvrière Us questions suivantes : est-ce que la lutte ouvrière peut actuellement faire reculer l'attaque massive de U bourgeoisie ? A-t-elle quelque chance de faire annuler Us licenciements décidés ? Peut-elle arracher des hausses de salaires capables de contrebalancer la perte de pouvoir d'achat constamment engendrée par l'inflation et les plans d'austérité ?

• Si on se place du point de vue de la rentabilité de ce que les propriétaires et gérants du capital appellent "l'économie nationale", il va de soi que la réponse est NON. La sidérurgie

française -pour prendre un exemple parmi cent- perd actuellement plusieurs millions de francs lourds par jour. Autre exemple : les chantiers navals n'ont pour ainsi dire plus de

SYNDICATS, GAUCHE, GAUCHISTES : L'ART DE DIVISER

Le 16 février : des manifestations tristes, froides et silencieuses pour la plupart, éparpillées dans vingt villes différentes, le bassin de Longwy complètement isolé, coupé du reste du monde par les bons soins des flics syndicaux qui bloquent les routes et surveillent les frontières... Pourquoi cette expression d'impuissance et de résignation, après deux semaines riches en signes de combativité où l'on a vu des ouvriers s'affronter à l'Etat et à sa police et briser l'isolement en envoyant des délégations à d'autres secteurs en grève, comme les ouvriers de Longwy à la SFP?

Pourquoi? N'importe quelle presse l'a expliqué : "tout s'est passé comme si les appareils syndicaux redoutant l'affrontement avaient épuisé la combativité de leurs troupes en les mobilisant sur des terrains dispersés pour des actions diffuses." (Le Monde du 18 février).

Oui! les syndicats font bien leur travail, ou du moins y sont parvenus provisoirement le 16 février : éviter tout affrontement, prêcher le pacifisme comme moyen de lutte contre la violence des licenciements et la violence de l'exploitation capitaliste. C'est tout juste s'ils ne disent pas de tendre la joue gauche quand on frappe la joue droite. La police qui vide les usines en grève! Mais non, voudraient-ils faire croire, ce n'est pas le bras armé de l'Etat capitaliste pour garantir l'exploitation des ouvriers, la police, sa vraie fonction, c'est d'assurer la sécurité des "citoyens". Et les ouvriers qui refusent les appels au "calme et à la dignité" et qui opposent leur violence de classe à la violence de l'Etat se font traiter de provocateurs ou d'autonomes comme à Longwy. Voilà l'une des mille façons dont les syndicats tentent de s'opposer aux mouvements de classe quand ils ne peuvent plus les prévenir.

Oui, ils font bien leur travail d'agent du capital au point que même la bourgeoisie de droite les remercie de leurs bons services : "j'approuve, a dit Boulin, la position des syndicats qui se mettent au devant des luttes, je préfère que ce soient eux plutôt que des éléments incontrôlés."

Mais les syndicats ne sont pas seuls dans ce travail. Les partis de gauche et leurs acolytes gauchistes sont aussi de la partie pour diviser, éparpiller et enfermer les luttes ouvrières dans des impasses. Comment le font-ils, en répétant quelles illusions?

"Vivre, travailler et décider au pays" est le slogan qu'ils mettent tous en avant. "Le Valenciennois veut vivre", "la Loire peut vivre". La LCR demande aux syndicats de mettre en place "un comité REGIONAL pour que le Nord vive" et appelle à la "grève générale"... de la sidérurgie.

"Vivre et travailler au pays"! Mais quels ouvriers, au juste, peuvent se revendiquer "du pays"? Alors que la base même du développement capitaliste c'est la transformation de la force de travail humaine en une simple marchandise que l'on déplace d'un lieu à l'autre selon les besoins du marché, c'est l'éclatement du cadre régional, le déplacement des hommes de la campagne

vers les villes, des pays sous développés vers les pays industrialisés, avec une indifférence totale pour les attaches créées sur les lieux où ils vivent.

Les milliers de Wallons qui passent quotidiennement la frontière, les milliers de Nord-Africains, d'Italiens, de Portugais qui travaillent dans le Nord peuvent-ils se revendiquer du pays? Et même les ouvriers qui y sont nés le peuvent-ils davantage quand c'est un pays noir défiguré par les crassiers et les usines pour les exigences du profit capitaliste et où vivre signifie, pour la plupart, s'exténuier 8 heures par jour au fond d'un

^Aujourd'hui, c'est doublement que le slogan "vivre et travailler au pays" n'a plus de signification car du travail, les ouvriers licenciés n'en trouvent plus, PAS PLUS AU PAYS QU'AILLEURS.

Voilà ce qu'essaient de masquer syndicats et partis de gauche pour enfermer les ouvriers chacun dans "leur pays" quand la réalité de la crise qui touche tous les secteurs et toutes les régions leur impose de plus en plus cette évidence : ils n'ont pas de problèmes spécifiques de sidérurgistes, lorrains ou valenciennois. A Renault, aux assurances, dans la Chimie, à la SFP, à Paris, Nantes, Caen et Marseille ils subissent la même attaque qui exige une réponse unitaire.

"Décider au pays" disent-ils aussi pour renforcer la division et canaliser la combativité dans une impasse. Tous ont un plan de relance en poche pour faire de la lutte contre les licenciements une lutte pour l'intérêt régional, pour le développement économique de la région, avec le remède miracle des nationalisations. Mais de quoi en fait les ouvriers ont-ils le droit de décider dans ce système? Décider d'être exploités ou licenciés par l'Etat français plutôt que par un patron privé, un français plutôt qu'un allemand ou un américain? Comme le PC les y invite avec sa campagne pour l'acier français contre l'acier allemand et ses affiches ex ses placards sur les monuments aux morts de 14-18 en Lorraine : "Non, ils ne seront pas morts pour rien. Non aux trusts allemands", "L'acier français sacrifié, dites non à l'Europe allemande de Giscard et de ses milliardaires". Produire français et nationaliser, une solution? Mais à Renault-Véhicules Industriels, secteur nationalisé, c'est bien l'Etat français qui licencie en ce moment! Nationaliser avec un gouvernement "ouvrier" PC-PS comme propose Rouge qui avance aussi ses solutions?

Alors que le PC licencie dans ses propres entreprises de presse, alors que Maire affirme que la gauche au pouvoir aurait été aussi contrainte de gérer la crise...

Mais canaliser le mécontentement vers la défense de l'économie régionale ou nationale n'est pas le seul affaiblissement que ce genre de mots d'ordre portent à la lutte des ouvriers. Ils masquent aussi la nécessité pour les ouvriers de se reconnaître dans les problèmes auxquels sont confrontés les ouvriers dans toutes les régions et dans tous les pays et d'unir leurs luttes au-delà des frontières.

G.

commandes pour l'année prochaine. Ne pas licencier des travailleurs reviendrait pour leurs gérants à payer des ouvriers pour ne rien faire ou encore pour produire des rouleaux d'acier et des bateaux que personne n'achètera. Quant à la question des salaires, la bourgeoisie n'y est pas plus libre. Si elle ne baisse pas les salaires, les prix de vente ne seront pas compétitifs... et ce sera donc la perte de quelques acheteurs encore solvables et, donc, la faillite.

Licenciements et baisse des salaires sont actuellement l'invincible condition du maintien des privilèges des nantis de ce monde. Contrairement à ce que clament les syndicats, les défenseurs de la rentabilité capitaliste, et tous les défenseurs du cynisme mensonge sur la possibilité d'un terrain d'entente entre capital et travail, entre exploités et exploités, ces chantres d'un soi-disant capitalisme "à visage humain", le capitalisme ne peut se rentabiliser qu'au prix de la misère et du malheur des exploités. Telle est la réalité simple et barbare du capitalisme décadent.

Et cela, aussi bien dans les pays où le capital est aux mains de propriétaires "privés" que dans ceux où il est possédé par l'appareil d'Etat et par ses bureaucrates.

Du point de vue des lois de la rentabilité capitaliste, il est certain que la bourgeoisie ne peut reculer sans aggraver les difficultés de son économie. Mais faut-il en déduire pour autant que les luttes ouvrières actuelles ne peuvent avoir aucune efficacité dans le cadre du capitalisme ?

Les lois économiques ne sont pas comme les lois de la nature, ce qu'el-

les régissent, ce sont des classes sociales. Elles constituent le rapport d'exploitation entre une minorité de profiteurs et une majorité de producteurs. Or, un rapport d'exploitation, c'est d'abord et avant tout, un rapport de force.

Lorsque les ouvriers sont atomisés, isolés, divisés, la bourgeoisie peut imposer le jeu des lois de son économie sans problèmes. Mais, lorsque la classe ouvrière se constitue en force unifiée, résistant d'abord, attaquant ensuite, elle peut bouleverser le rapport de force. Alors, "les lois économiques", l'impératif de la sacrosainte rentabilité du capital apparaissent comme ce qu'elles sont : des chaînes forgées avec le sang des révoltes massacrées et l'impuissance de la division. Quand la classe des exploités est unie et décidée, elle peut renverser le rapport de force entre les classes, elle peut faire plier les lois du capital, elle peut faire reculer la bourgeoisie et contenir ses attaques.

Mais... seulement pour aussi longtemps qu'elle maintient le rapport de force en sa faveur!

Dans le capitalisme décadent, il n'y a plus, pour les ouvriers, de possibilité d'arracher au capital de véritables réformes DURABLES. Par leur lutte, les ouvriers peuvent imposer d'être payés même s'ils ne travaillent pas, ils peuvent arracher des hausses de salaires, même si la rentabilité capitaliste ne peut les supporter...

Mais il va de soi qu'une telle situation ne peut se prolonger longtemps. Dès que la classe ouvrière abandonne le combat, la classe dominante reprend

suite p.7

TRACT suite de la p.2

proposent, nous serons battus, les uns après les autres !

Pour faire reculer la bourgeoisie aujourd'hui, pour préparer sa défaite demain, nous devons unifier nos luttes tous ensemble, secteurs confondus ! La lutte généralisée est à notre portée : en France, les ouvriers de ~TJÉTmain, de Longwy, de Nantes-St Nazaire, ont simultanément affronté la police ! Partout, des luttes surgissent, créant des bases de la généralisation, mais, pour cela, il faut casser le carcan syndical et corporatiste ! Réapprendre à se battre comme une classe unique : et non comme une classe tronçonnée et divisée !

Oui, nous pouvons, nous devons, pour vaincre, entraîner d'autres secteurs dans la lutte : les licenciements, les bas salaires, sont le lot de tous les travailleurs ! Actuellement, en Angleterre, les 19 000 ouvriers de British Leyland qui viennent s'ajouter au million et demi de travailleurs déjà en grève montrent que la généralisation et l'internationalisation de la lutte ouvrière sont partout à l'ordre du jour !

camarades.

Etendre la lutte, développer la solidarité, élargir l'offensive ouvrière, tout cela n'est possible que si nous nous organisons NOUS-MEMES en assemblées générales, en prenant la direction de notre lutte, en nos propres mains, et non en la confiant à des syndicats et autres partis de "gauche", ou en les laissant "s'emparer de la direction".

Plus que jamais, nous devons prendre conscience de la signification des dizaines de luttes ouvrières d'envergure qui éclatent notamment en Europe. Plus que jamais, nous devons fouler aux pieds les perspectives corporatistes, régionalistes, ou nationalistes des syndicats qui craignent notre capacité à nous unifier, sidérurgistes, métallos, postiers, dockers, etc., ensemble contre le même ennemi. Oui, la classe ouvrière mondiale est face à la même politique d'austérité, appliquée indifféremment par la droite ou par la gauche, suivant les pays ! Le capitalisme, qu'il soit russe, américain ou européen, est à détruire partout de la même façon et cette tâche revient aux ouvriers de tous les pays. Non, notre lutte n'est pas désespérée, au contraire, elle marque profondément l'espoir de la liquidation du vieux monde capitaliste !

Partout, les ouvriers doivent s'organiser eux-mêmes, rejeter le corporatisme et le légalisme, pour lutter véritablement, pour se renforcer face à

la bourgeoisie afin de préparer son renversement. La presse de droite ou de gauche brandit la menace de la violence et de l'anarchie et tente d'isoler les ouvriers combattifs. Eh bien, nous devons revendiquer fièrement notre violence de classe sur laquelle les syndicats crachent. Oui, contre l'Etat et sa police, nous revendiquons non pas simplement le droit de nous défendre, mais aussi celui d'attaquer! Mais la violence n'est pas suffisante. En s'affrontant à la police, les camarades de Longwy, de Denain, de St-Nazaire ont posé la nécessité de comprendre comment mieux utiliser notre force et dans quel but. Oui, il faut comprendre que notre lutte est politique et révolutionnaire car il n'y a pas de véritables "solutions" à long terme pour notre sort dans le système capitaliste en place ! C'est pour cela qu'il est nécessaire de se débarrasser des dernières illusions sur la gauche et sur ses mensonges ! Nous devons rejeter les professionnels de la négociation des défaites ! Au contraire, nous devons soutenir massivement et collectivement toutes les initiatives qui viseront à mieux organiser la lutte, à développer les liaisons entre les différentes usines, etc. Nous devons nous unir à la base, collectivement, dépasser les actions minoritaires qui ne nous renforcent pas ou les grèves bidons d'une journée ! Nous devons nous organiser contre la répression, protéger nos camarades menacés de sanctions ou intimidés par la police, nous unir à nos camarades immigrés en soutenant leurs luttes dans les foyers (Sonacotra ou autres), soutenir les chômeurs et les intégrer dans l'organisation de notre lutte!Ties milliers d'ouvriers peuvent être une force colossale ! Tout ce qui nous unit doit être mis en oeuvre, tout ce qui nous divise doit être rejeté ! C'est la seule façon de nous préparer à des affrontements futurs importants et de faire stopper dans l'immédiat l'exécution des plans sinistres et de misère préparés par le patronat et l'Etat capitaliste.

Nos luttes d'aujourd'hui doivent être une répétition de l'offensive révolutionnaire contre l'Etat bourgeois!

- Pour l'organisation autonome en assemblées générales de la lutte, indépendamment des syndicats et contre eux si besoin est !
- Pour une lutte collective, massive et généralisée, débarrassée du légalisme et du corporatisme !
- Pour l'unité internationale de la classe ouvrière !
- Pour la préparation de la révolution prolétarienne !

GREVES EN EUROPE

C'est au coeur de toute l'Europe qu'aujourd'hui les luttes tendent à prendre de l'ampleur. Dernièrement presque tous les secteurs de la production ont été touchés aussi bien en Espagne qu'en Grande-Bretagne. Partout, face à la même crise qui impose le chômage et l'austérité, les ouvriers tendent à répondre de la même façon. Partout sous le bulldozer de la crise les problèmes tendent à s'unifier; et les réponses avec. De toutes ces luttes, des leçons claires se dégagent pour la classe ouvrière internationale :

- dans toute lutte consécutive, c'est à l'ensemble de l'Etat, police et syndicats confondus que les ouvriers s'affrontent ;
- les réalités de la crise font de plus en plus voler en éclats les mystifications démocratiques, comme celles que la bourgeoisie a tenté de mettre en place en Espagne, ou de gauche, comme celle du parti travailliste au pouvoir en Grande-

ESPAGNE

DE NOUVEAU EN LUTTE

Après deux ans de reflux, le prolétariat espagnol a repris la lutte. Le renouvellement de quelques 3000 conventions collectives qui touchent plus de 2 millions d'ouvriers, a suscité de nombreuses grèves dans un grand nombre de secteurs et de villes.

le contexte des grèves

Pour la troisième année consécutive, les ouvriers espagnols ont vu comment leurs salaires augmentaient bien moins vite que les prix. Les augmentations de salaires acceptables obtenues durant la grande vague de grèves de 76 ont été complètement balayées. Fin 1978, on a atteint le chiffre de 2 millions de chômeurs. Les cadences et le nombre d'heures supplémentaires ont augmenté sans cesse, ce qui montre une augmentation du degré d'exploitation. En trois ans, la bourgeoisie a ajouté 11 journées ouvrables de plus au calendrier de la production. La nouvelle loi contre l'absentéisme ne permet même plus à l'ouvrier de tomber malade.

La "démocratie" offerte par tous les partis bourgeois comme la solution magique à tous les problèmes actuels et à venir a montré aux ouvriers qu'elle n'est rien d'autre que promesses électorales pour les dévoyer vers les pièges du vote, le parlementarisme et autres voies pour la "participation", pour les encadrer et les diviser.

La désillusion et l'indignation se sont propagées parmi les ouvriers, et, bien que les barrières et les poisons "démocratiques", nationalistes et syndicaux mis en avant par la bourgeoisie espagnole gardent encore leurs effets pernecieux, l'envie de lutter et l'agitation se sont développées dans les rangs ouvriers.

le contrôle syndical

Les syndicats, pour éviter que le malaise ouvrier ne se cristallise en grèves sauvages spontanées, ont pris un virage "combatif" et se sont présentés aux conventions collectives avec des positions "intransigeantes" et se sont mis à appeler à des "grèves" à tout bout de champ.

Le cadre de la négociation pour les conventions est un excellent terrain pour les manoeuvres syndicales. Celles-ci se renouvellent à date fixe, permettant ainsi au patronat, au gouvernement et aux syndicats d'élaborer sans imprévu leur stratégie anti-ouvrière passant par d'interminables négociations, arbitrages, consultations; ce qui permet aux syndicats de décourager les esprits et de disperser les forces ouvrières.

D'autre part, les conflits internes qui divisent actuellement la bourgeoisie espagnole ont empêché l'élaboration d'un plan d'austérité pour 79. Le "consensus" s'est brisé et le gouvernement a dû imposer des plafonds salariaux par un décret - loi, plafonds qui ont été fixés entre 11 et 14%, bien en dessous de l'augmentation du coût de la vie (16,5% selon les chiffres officiels). Les syndicats ont proposé un 16%, aussi en dessous de l'augmentation des prix, ce qui démontre qu'eux aussi sont pour la réduction des salaires. Et encore! Ce 16% c'était pour la galerie! Dans la pratique, les syndicats ont accepté les plafonds du gouvernement avec des balivernes comme quoi "le patronat propose 11% tandis que nous, nous proposons 14% ce qui n'est pas le mieux, mais c'est une victoire" (Camacho, dirigeant des Commissions Ouvrières).

Les syndicats ont appelé à leurs classiques simulacres de lutte : arrêts de travail d'un jour, grèves tournantes, grèves échelonnées, manifestations professionnelles... destinées à se donner une

image "combative", à démoraliser les ouvriers et à empêcher les VÉRITABLES grèves et manifestations.

Cependant, la combativité ouvrière les a obligés à multiplier leur petit numéro de "lutte" et les a placés dans une situation quelque peu compromettante : la proximité des échéances électorales les contraint à maintenir le calme et à freiner les grèves, même si elles sont contrôlées - mais, dans nombre de cas, les ouvriers ne se sont pas contentés du théâtre syndical et ont voulu lutter pour de bon. Ceci a obligé les "centrales syndicales" à se livrer à des équilibres kafkaïens entre la "combativité" et la "responsabilité", et dans certains cas, elles se sont vu forcées à appeler à des grèves de trois jours! Et même à des grèves illimitées!

De toutes manières, Commissions Ouvrières, UGT et autres n'ont pas cessé d'en appeler au patronat pour qu'il "négocie", fasse des "propositions positives" et "évite les situations irréparables".

quelques débordements

Dans pas mal de cas, les manoeuvres syndicales ont triomphé et ont réussi à imposer des augmentations de 13% dont beaucoup sont liées à une augmentation de la productivité et à une réduction de l'"absentéisme" comme le demandent les patrons.

Mais toute une série de grèves ont débordé et les ouvriers sont allés au delà des simulacres syndicaux. A Hauser-Menet (imprimerie à Madrid), métallurgie et bâtiment à Saragosse, Gaz-Butane, métallurgie de la Corogne, les assurances, l'hôtellerie canarienne, les ouvriers ont imposé la grève illimitée et les assemblées. Dans les hôpitaux et dans l'éducation privée, les travailleurs n'ont pas marché avec les centrales syndicales qui demandaient de cesser la grève soi-disant parce que le patronat avait fait le "grand pas"... d'accepter un protocole de négociation!

En Navarre, la situation était devenue carrément compromettante pour les syndicats. Les ouvriers de la métallurgie avaient organisé des assemblées, de grandes manifestations à partir des usines, qui s'étaient amplifiées dans de durs affrontements avec la police. De nombreux secteurs s'étaient joints à la grève : l'industrie du bois, les Potasses, Copeleche, SKF ... Pour empêcher la GENERALISATION DE LA LUTTE, les syndicats ont dû appeler à une journée de lutte. Le patronat accorda 18% dans la métallurgie pour briser le principal foyer d'agitation et empêcher la grève générale, les syndicats arrivèrent à faire reprendre le travail, avec cependant de grandes tensions.

Mais la lutte la plus radicale a été celle de Fasa-Renault (Valladolid). Les ouvriers ont imposé les assemblées et ont destitué la commission de négociation des centrales syndicales, ils ont imposé leur plate-forme revendicative contenant des augmentations de salaire au-dessus du plafond et des réclamations en marge des conventions collectives. Et ils sont sortis dans la rue dans le but d'étendre la lutte.

Les syndicats, complètement débordés, ont lancé leurs classiques calomnies contre les ouvriers : des irresponsables, manipulés par des provocateurs fascistes, etc... Au moment où nous écrivons, la lutte de Fasa-Renault continue et la tension s'accroît. Le patronat a décrété un lock-out, et tout l'effort syndical consiste à empêcher l'extension de la grève aux autres usines.

Bretagne ;

- chaque fois que la bourgeoisie a reculé, c'est lorsque les ouvriers ne se sont pas limités aux "consignes" syndicales, mais ont su imposer leur volonté en développant une force plus unie et déterminée, basée sur la discussion en assemblées générales et l'organisation de la généralisation : 18% d'augmentations pour les métallos en Navarre, 25% pour les camionneurs en Grande-Bretagne;

- plus encore que ces victoires immédiates, ces reculs de la bourgeoisie doivent signifier pour l'ensemble du prolétariat une prise de conscience des possibilités qu'elle tient entre ses mains, de la force qu'elle constitue, unie.

C'est de la généralisation de ces leçons que dépend le passage des luttes simultanées d'aujourd'hui à la lutte organisée à l'échelle internationale demain.

G. BRETAGNE

LES FRUITS DE LA GREVE DES CAMIONNEURS

Après cinq ans d'austérité accrue sous un gouvernement travailliste, une vague de grèves - la plus importante depuis 1926 - a surgi en Angleterre. Le salaire mensuel moyen d'un ouvrier atteint à peine 2000 F par mois sur lequel l'Etat prélève près du tiers pour les impôts; le nombre des chômeurs a doublé en quatre ans (750 000 à 1 500 000) et les camionneurs notaient travaillaient 53 heures par semaine pour 2200 francs par mois. Ce fameux gouvernement travailliste qui voulait se faire passer pour le défenseur des intérêts ouvriers a mis en place un "contrat social" limitant peu à peu à 10%, puis 5% la hausse des salaires, alors que le taux d'inflation est de 10% et le coût de la vie à peu près équivalent à celui de la France.

C'est dans ces conditions qu'éclate en janvier la grève sauvage des camionneurs. Les syndicats ont toujours eu du mal à contrôler ce secteur : vu le caractère mobile de leur travail, les liens entre travailleurs passent le plus souvent en dehors des canaux syndicaux. Ainsi, c'est d'emblée en dehors d'eux que les ouvriers se mettent en lutte pour une augmentation des salaires de 25%. Pour mener à bien cette lutte, ils organisent des "piquets secondaires" et des piquets volants ayant pour tâche d'étendre la grève à la fois à tous les camionneurs et à travers tout le pays. Face à cela, les syndicats vont assurer Callaghan de "multiplier les efforts pour contrôler la grève et obtenir des militants qu'ils obéissent à leurs instructions" (Le Monde, 15-1-79), en décrétant un "code sur les piquets de grève" qui interdit d'étendre le mouvement aux autres travailleurs, déclare les "piquets secondaires" illégaux, oblige à laisser passer certaines "marchandises prioritaires" ; bref en tentant de transformer, comme ils le font toujours et partout, les grèves en grèves bidons, c'est à dire tout à fait inefficaces! Mais malgré ces efforts continuels des syndicats pour "remettre de l'ordre" (Evans, dirigeant du syndicat des transports), malgré toute une campagne visant à calomnier les grévistes - de la part de la gauche comme de la droite - malgré les sempiternels appels du gouvernement à ne pas ruiner l'économie nationale, les camionneurs continuent leur action et parviennent à faire cesser quasiment le transport des marchandises.

Finalement, cette détermination et volonté de gagner à tout prix feront céder la bourgeoisie anglaise, et les camionneurs obtiendront l'augmentation

perspectives

Nous ne pouvons pas exagérer le résultat et la portée de ces grèves. En général, elles ont montré beaucoup de faiblesses et pour la plupart, elles ont été contrôlées par les syndicats, ce qui a permis au patronat et au gouvernement d'arriver à imposer les plafonds de salaires.

Mais après deux ans de calme social, ces grèves sont une première expression du réveil du prolétariat espagnol et la démonstration qu'il n'est ni défait ni intégré.

C'est le contexte dans lequel elles se produisent qui fait de ces luttes une promesse de ré-émergence prolétarienne :

- au niveau national, l'échec politique de la bourgeoisie espagnole, d'abord avec le référendum constitutionnel et maintenant avec ses échecs électoraux qui se déroulent dans

qu'ils revendiquaient.

En même temps, cette lutte allait donner le signal à de larges secteurs de la classe ouvrière. Le mouvement se généralise aux cheminots, aux employés du secteur public-des infirmiers comme en Italie aux éboueurs comme en France, et jusqu'aux fossoyeurs. La grève des transporteurs montrera l'exemple que, par la lutte, on peut faire reculer la bourgeoisie, et les travailleurs qui entrent à leur tour en grève s'en souviendront en affirmant leurs propres revendications et en brisant le "contrat social" : ils exigeront, eux aussi 20%, parfois 40% d'augmentation. Dans ces luttes, les ouvriers seront amenés eux aussi à s'affronter aux syndicats:

- alors que le syndicat des éboueurs appelle à une "journée d'action", ceux-ci deux semaines après sont toujours en grève car ils voient clairement que c'est l'unique façon d'obtenir satisfaction;

- le syndicat des hôpitaux donne des garanties au gouvernement pour les "cas urgents" mais les infirmiers refusent de se plier à ce chantage qui leur ôterait leur seule force et efficacité : la lutte la plus large possible. On pourrait citer bien d'autres exemples où les syndicats se sont faits huer dans les assemblées de grévistes car ils proposaient des méthodes de lutte visant toujours en fin de compte à négocier des défaites. Et là encore comme pour le conflit des camionneurs - le gouvernement devra reculer face à la détermination et à la volonté de généralisation des luttes. James Callaghan dira en février "qu'il avait mal jugé l'état d'esprit du pays en tentant d'imposer sa norme de 5% d'augmentation des salaires" (Le Monde du 10-2-79).

Aujourd'hui, malgré les efforts du gouvernement et des syndicats pour étouffer les luttes et imposer un nouveau "concordat", la "digue des 5%" a bel et bien été rompue comme le disait "The Economist" (7-2-79).

C'est à l'ensemble de la classe ouvrière que la grève des travailleurs en Angleterre montre qu'il n'existe qu'une seule réponse à la misère - quel que soit l'étiquette, de droite ou de gauche, du gouvernement qui l'impose : la lutte. Elle montre aussi la nécessité dans cette lutte de déborder le cadre syndical pour généraliser et étendre leur combat face à une réalité où "les travailleurs n'ont rien à perdre et un monde à gagner".

B.

E.F.

IRAN: LEÇONS DES EVENEMENTS

Après plusieurs mois d'émeutes, de grèves et de tentatives impuissantes du gouvernement du Shah à faire taire le mécontentement populaire par une répression sanglante et massive, c'est une nouvelle équipe, jusqu'à présent exclue du jeu politique officiel, quand elle n'était pas carrément persécutée ou exilée, qui assume la conduite des affaires du capital iranien. L'ampleur des convulsions subies par la société en Iran et qui motive le changement spectaculaire et brutal des équipes dirigeantes, la place qu'occupait ce pays dans le dispositif stratégique du bloc impérialiste le plus puissant et qui en faisait l'objet de la plus grande sollicitude de la part de celui-ci, la grande portée internationale des événements d'Iran, tant par ce qu'ils expriment que par leurs conséquences, enfin, et surtout, la place prise par le prolétariat dans ces événements, conduisent à en tirer un certain nombre d'enseignements pour la lutte du prolétariat mondial.

#1) Contrairement à ce que certains prétendent, de la presse libérale à celle des bordiguistes, il n'y a pas de "révolution" en Iran, ni "démocratique", ni "islamique", ni "à la cosaque". Pas plus que la Reine d'Angleterre ou l'Empereur Bokassa ler, le Shah d'Iran n'était le représentant d'un quelconque "féodalisme" dont l'ayatollah Khomeiny serait le "progressiste" vainqueur. En l'occurrence, par une ironie de l'histoire, la cause première de la rupture entre la monarchie et la hiérarchie chiite est la réforme agraire entreprise par la première et, qui léisait les intérêts fonciers de l'Eglise. De fait, tant sur le plan des institutions politiques que dans le domaine économique, les nouveaux dirigeants de l'Iran ne représentent un quelconque caractère "progressiste" ou "bourgeois-radical". Quelle révolution bourgeoise du passé s'est-elle faite au nom de la "tradition religieuse" ou a-t-elle simplement revêtu ses oripeaux? Quel caractère "révolutionnaire" faut-il voir dans la "nationalisation" d'une industrie pétrolière... de plus déjà nationalisée dans la réalité. Ce qu'il illustre en fait et une fois de plus la soi-disant "révolution" iranienne, c'est que, dans le capitalisme décadent, l'heure n'est plus aux révolutions bourgeoises et démocratiques sous quelque forme que ce soit et en nul endroit sur la terre. Il n'existe plus de pays (ou d'"aires"), aussi arriéré qu'il soit, où les tâches posées à la société seraient les mêmes que celles qu'elle a accomplies en 1789.

2) Si les événements d'Iran confirment que, nulle part dans le monde, il n'existe de bourgeoisie démocratique-révolutionnaire, et certainement pas dans les pays arriérés, ils illustrent également, une fois de plus, que, dans ces pays, l'armée constitue la seule force dans la société capable de garantir un minimum d'unité au bénéfice du capital national.

A peine a-t-il pris les rênes du pouvoir, le régime Bazargan-Khomeiny est déjà obligé de faire appel à cette

force qui constituait, il y a encore quelques semaines, le meilleur soutien du Shah. Et l'exécution de certains généraux, destinée à tenter de calmer la colère des masses, ne changera rien à la réalité du maintien sur pied de l'institution et de la hiérarchie militaires. Comme dans tous les pays où l'Etat capitaliste ne peut asseoir sa puissance sur une base économique fortement et depuis longtemps développée, où la classe dominante ne dispose pas d'institutions juridiques et d'un appareil politique rompus depuis de nombreuses décennies à contenir sur le terrain de la "légalité" et de la "démocratie" les conflits qui la déchirent ou l'opposent aux autres couches de la société, en Iran il se confirme donc que, représentante hiérarchisée et centralisée de la violence des rapports sociaux, de l'exploitation et de l'oppression-expression résumée de toute la tendance du capitalisme décadent vers la militarisation de la société, l'armée constitue de façon pratiquement constante l'unique garant de la survie et de la stabilité de quelque régime bourgeois que ce soit, qu'il se dise "populaire", "islamique" ou "révolutionnaire".

3) UnU fois de plus, les événements d'Iran font apparaître que la seule révolution qui soit à l'ordre du jour dans les pays arriérés comme partout ailleurs dans le monde aujourd'hui est la révolution prolétarienne. Ils ont mis notamment en évidence que, contrairement à une légende, entretenue souvent de façon intéressée, non seulement il existe un prolétariat dans ces pays arriérés, mais qu'il est également capable de se mobiliser de façon combative sur son terrain de classe. Venant à la suite des luttes ouvrières dans divers pays d'Amérique Latine, en Tunisie, en Egypte, etc, les grèves des ouvriers iraniens ont constitué l'élément politique majeur qui a conduit au renversement du régime du Shah. Alors que le mouvement "populaire" regroupant la presque totalité des couches de la société iranienne tendait, malgré ses mobilisa-

tions de masse, à s'épuiser, l'entrée dans la lutte du prolétariat d'Iran à partir d'octobre 78, notamment dans le secteur pétrolier, non seulement relançait l'agitation mais allait poser au capital national de ce pays un problème pratiquement insoluble en l'absence d'un remplacement des anciennes équipes dirigeantes. Alors que la répression pouvait faire reculer des petits commerçants, des étudiants et des sans-travail, elle s'est révélée complètement impuissante à sortir le pays de la paralysie économique provoquée par les grèves ouvrières. Même dans les pays où il est faible numériquement, le prolétariat, par sa place au cœur de la production capitaliste, se révèle donc comme une des forces essentielles de la société.

4) Les événements d'Iran, même temps qu'ils réaffirment le poids fondamental du prolétariat, démontrent également qu'il constitue l'unique force dans la société capable de s'opposer à la seule issue que le capitalisme puisse donner à sa crise : la guerre impérialiste. C'est justement parce que l'Iran est une pièce essentielle du dispositif militaire du bloc occidental, bénéficiant de la plus grande attention de la part de celui-ci, que les difficultés créées par un mouvement de la classe, non seulement au capital national, mais aux préparatifs d'ensemble du bloc en vue de la guerre impérialiste, mettent en évidence que, comme par le passé, l'action du prolétariat constitue le seul

obstacle, mais un obstacle décisif, au cours vers la guerre impérialiste.

5) La place décisive occupée par le prolétariat dans les événements d'Iran pose un problème essentiel que celui-ci devra résoudre pour mener à bien la révolution communiste : celui des ses rapports avec l'ensemble des autres couches non-exploiteuses de la société et notamment les sans-travail. Ce que démontrent ces événements, c'est que :

- ces couches, par elles-mêmes, et malgré leur nombre, ne constituent pas une force réelle dans la société ;

- bien plus que le prolétariat, elles sont perméables aux différentes formes de mystification et d'encadrement capitalistes, y compris les plus archaïques comme la religion ;

- en même temps, dans la mesure où la crise frappe avec autant ou plus de violence qu'elle frappe la classe ouvrière, elles constituent une force d'appoint dans la lutte contre le capitalisme dont la classe ouvrière peut et doit prendre la tête.

Face à toutes les tentatives de la bourgeoisie de défouler leur mécontentement dans des impasses, l'objectif du prolétariat est de mettre en évidence qu'aucune des "solutions" proposées par le capitalisme ne peut leur apporter une quelconque amélioration et que c'est uniquement dans le sillage

suite p.7

un petit alibi pour la crise

• Hausse des prix de l'essence en Europe, aux USA, limitation de la consommation de chauffage... La bourgeoisie occidentale brandit à nouveau l'épouvantail d'une nouvelle "crise de l'énergie", plus grave même que celle de 74, qui serait due cette fois à la "crise iranienne" et en particulier aux grèves en Iran qui bloquent depuis plusieurs mois la production d'un des plus importants réservoirs de pétrole du monde occidental.

Plus net encore, en France, Barre annonce "que les retombées de la révolution iranienne pourraient conduire à durcir la politique des revenus" : "si le prix du pétrole augmentait sensiblement, il faudrait absolument que cet impôt supplémentaire prélevé sur la France par des pays étrangers soit supporté par les seuls consommateurs". Voilà qui est clair. La sidérurgie a des problèmes de vente? Le pétrole augmente? Il y a une guerre en Indochine? Une émeute en Iran? A tout ça, la bourgeoisie répond invariablement : licenciements, réduisons les niveaux de vie.

Tous les prétextes sont bons pour pressurer un peu plus les exploités, en faisant de plus flotter l'idée que c'est la faute à tout ce qui est "troubles", "violence", "grève"...

En fait, la désorganisation que crée l'assèchement du pétrole est très relative.

Les pays arabes montent leurs prix? C'est vrai qu'ils profitent de l'aubaine que crée une certaine désorganisation du marché, qui contraint les USA à aller chercher de nouveaux arrières

comme le Mexique. Dans le monde capitaliste, tout Etat tente de tirer la corde de son côté. Mais il faut se rappeler que ces derniers temps, ils les avaient plutôt baissés, ces prix. A tel point que le gouvernement français avait même annoncé une baisse des prix de l'essence. La baisse n'a pas eu lieu. A la place, le gouvernement devait constituer "une cagnote pour voir venir". A la première alerte qu'on voit venir, la cagnote a disparu. Il faut se rappeler aussi que des milliers de tankers pourrissent dans les fjords de Norvège faute de pouvoir transporter le pétrole qui ne se vend pas. Confrontés au problème de vendre, tous les pays limitent leur production. Mais ce n'est pas le "manque de pétrole" qui est en cause, qui fait augmenter les prix, ni le manque de moyens pour l'exploiter. C'est la crise générale du capitalisme qui met en faillite tous les secteurs de tous les pays, et qui fait entre autres que la consommation d'énergie se réduit. Pas parce qu'il n'y a pas assez de pétrole, mais parce qu'il y a trop de tout pour le marché capitaliste. Inutile de chercher un bouc émissaire, c'est la machine qui est à refaire. Ainsi, dans la logique capitaliste, il y a pénurie parce qu'il y a surproduction, on baisse le chauffage parce qu'il y a trop de fuel. Si on attaque les niveaux de vie, c'est parce que c'est la sempiternelle loi du profit qui commande encore le monde; et non celle de la satisfaction des besoins humains.

D.N.

IRAN

RIEN N'EST RESOLU

• Le mythe Khomeiny s'écroule. Il était plus facile de lancer des appels incendiaires de Neauphle-le-Château que d'assumer directement la gestion du capital national iranien à Téhéran. L'unanimité de façade qui s'était créée derrière Khomeiny dans son opposition résolue au Shah n'a pas résisté à la prise du pouvoir par les khomeinistes.

L'insurrection du 10 février a posé plus de problèmes qu'elle n'en a résolus. Bousculé par l'insurrection qui a été déclenchée, à la suite de l'attaque de la caserne des aviateurs pro-khomeinistes par les "immortels", la garde fidèle au Shah, de manière spontanée par la population de Téhéran, le ministre Bazargan s'est, de fait, retrouvé au pouvoir malgré lui.

La véhémence des déclarations anti-américaines fait bien vite place à une attitude bien plus conciliante de la part du nouveau gouvernement. En effet, si l'insurrection a fait au total moins de morts que la répression des manifestations sous le gouvernement du Shah, c'est bien parce que l'armée avait basculé du côté de Khomeiny en abandonnant Bakhtiar. Cela n'a pu se passer qu'avec l'accord américain et ce n'était malgré tout pas sans garantie.

Dès son arrivée au pouvoir, l'anti-communisme, ou plutôt l'anti-bloc russe devient un des thèmes essentiels de la propagande gouvernementale. Des milliers d'Afghans, qui n'ont commis pour tout crime que d'être originaires d'un pays pro-russe, vont servir de bouc émissaire, arrêtés ils sont renvoyés "chez eux".

La première tâche de ce gouvernement, après un an d'effervescence et de crise

sociale et politique, est de rétablir l'ordre. Le gouvernement Bazargan va s'y atteler immédiatement. La reprise en main va être brutale. Fini les illusions, fini les belles paroles, il faut remettre la machine capitaliste en marche. La population doit rendre les armes, les soldats réintégrer leurs casernes et les travailleurs reprendre le travail. Mais on ne réimpose pas ainsi l'ordre et la discipline bourgeoise à une population qui ne peut plus se contenter de vaines promesses et surtout à un prolétariat qui, en grève depuis 4 mois, a eu le temps de s'organiser et entend préserver ses acquis.

La faiblesse de la mystification religieuse apparaît dans toute sa nudité. Des mollats et des ayatollahs anarchiques ne remplacent pas un appareil politique bien structuré, et, depuis qu'il est mort, Mahomet n'a jamais donné à manger à personne.

La visite de Yasser Arafat dans le but de redorer le blason de Khomeiny en lui donnant une image de marque "révolutionnaire" rappelle curieusement la visite de Castro à Allende dans le Chili du Front Populaire, dont un des buts était de faire reprendre le travail aux mineurs en grève d'El Teniente. On sait déjà ce qui s'en est suivi.

Le meilleur soutien du gouvernement reste encore l'armée et la police khomeiniste. Dès le lendemain de la prise du pouvoir, le gouvernement fait appel sur appel pour que la population rende les armes pillées dans les arsenaux. Les soldats qui ne réintègreront pas leurs casernes seront poursuivis comme déserteurs. L'armée est réorganisée,

mais ce ne sont pas les exécutions de quelques généraux donnés en pâture au mécontentement populaire qui en modifient profondément la structure, de fait les mêmes assassins qu'hier sont toujours en place.

Le principal obstacle à la reprise en main de la situation par le gouvernement Bazargan, ce ne sont pas les organisations de gauche de la bourgeoisie iranienne : PC Toudeh, feddayines ou moudjahidines qui essaient de canaliser le mécontentement en supposant à Khomeiny après l'avoir soutenu pendant plusieurs mois. Le principal obstacle à la remise en marche de l'économie iranienne, pour le plus grand profit de la classe dominante, c'est la présence d'une classe ouvrière combative qui au long d'une grève de plusieurs mois a pris conscience de sa force en paralysant l'économie, à su s'organiser autour de ses comités de grèves, et n'est absolument pas décidée à abandonner les acquis de la lutte.

Ce qui, de faite a fait chuter les précédents gouvernements, c'est leur incapacité de faire reprendre le travail, et même si le gouvernement issu de l'insurrection y a réussi partiellement la continuation de la grève dans le pétrole est lourde de signification.

Le soir même de l'insurrection, la menace de grève des travailleurs de la radio-diffusion iranienne face à la

CONTRE LA MENACE D'UNE 3^e BOUCHERIE IMPERIALISTE : DEVELOPPEMENT DES LUTTES DU PROLETARIAT MONDIAL !

(suite de la p.1)

les mensonges de la bourgeoisie

Si le monde capitaliste est prêt à la guerre, le monde ouvrier ne l'est pas. Et c'est à modifier une telle situation que s'emploient aujourd'hui les gouvernements, leurs larbins de la presse ainsi que l'ensemble des partis y compris ceux qui se disent "ouvriers" ou même "révolutionnaires".

Pour les uns, la leçon qu'il faudrait tirer du conflit actuel d'Extrême-Orient qui oppose directement ou indirectement quatre pays soi-disant "socialistes", Cambodge, Vietnam, Chine et URSS, c'est que "le socialisme a fait faillite". Celui-ci, depuis le siècle dernier, a affirmé que c'est le capitalisme qui est responsable des guerres et que la victoire de la classe ouvrière fera cesser définitivement ces calamités. "Or, nous disent avec jubilation ou en feignant d'être consternés, divers larbins du capitalisme, l'expérience montre qu'une telle prévision était complètement fautive : ce sont justement des pays "socialistes" qui se battent entre eux et qui font planer la menace d'une troisième guerre mondiale". Ce que recherche cette variété de menteurs, c'est, d'une part de démobiliser la classe ouvrière, de lui faire renoncer définitivement à son projet d'une société débarrassée de l'exploitation, de l'oppression, des guerres et de toutes les catastrophes qui accablent la société actuelle. "Si vous faites la révolution, voyez ce qui vous attend : le goulag et encore plus de guerres qu'aujourd'hui" : tel est son langage. D'autre part, en faisant campagne contre les régimes soi-disant socialistes, notamment au nom des "droits de l'homme", en proclamant bruyamment "la supériorité des régimes démocratiques et libéraux", elle participe activement à la préparation idéologique en vue d'une troisième guerre mondiale qui opposerait le bloc russe et le bloc américain.

Contre tous ces mensonges, la leçon que doivent tirer les prolétaires de cette guerre, ce n'est certainement pas qu'il faut renoncer au socialisme mais bien, comme l'ont affirmé depuis longtemps les révolutionnaires, que ces pays n'ont rien de "socialiste", que la prise en charge par l'Etat de l'appareil de production ne lui enlève rien de son caractère capitaliste, qu'elle ne met pas fin à l'exploitation, ni aux crises économiques, ni aux guerres : entre les mains de l'Etat, le capital reste du capital. Et il faudra le détruire comme partout ailleurs avant qu'il ne détruise toute la société.

Oui, le socialisme reste à l'ordre du jour ! Plus que jamais, il est le seul espoir pour l'humanité !

D'autres menteurs patentés, ceux justement qui se font les porte-paroles du capitalisme d'Etat déguisé en "socialisme", qui pendant des décennies ont appelé les ouvriers à se faire tuer pour la défense de la "patrie socialiste", ceux qui ont le front de se dire "partis communistes", appellent aujourd'hui à la mobilisation derrière un

des belligérants. Toujours en première ligne quand il s'agit d'exalter le chauvinisme, de cracher sur la vieille devise du mouvement ouvrier : "les prolétaires n'ont pas de patrie", ces gens qui épuisent aujourd'hui leurs forces à tenter de calmer la lutte des travailleurs, à dénoncer la "provocation" à les "appeler au calme" et à des actions "responsables", redoublent d'hystérie quand il s'agit de les pousser dans la défense d'un des grands blocs impérialistes. Et si cette deuxième variété de menteurs à la solde du capitalisme prêche pour une autre église que la première, si l'une a son pape à Washington et l'autre à Moscou, les deux manifestent une complicité fondamentale quand il s'agit de mentir à la classe ouvrière en appelant "socialiste" ce qui ne l'est pas, l'une pour dégoûter les travailleurs de toute perspective socialiste, l'autre pour dévoyer dans des impasses leur mécontentement et leur combativité, toutes pour les appeler à se faire massacrer au service du capitalisme et de la perpétuation de l'exploitation.

Et même les gauchistes ne veulent pas être en reste dans ces préparatifs idéologiques pour une nouvelle boucherie. Eux qui ne cessent de sermoner la gauche officielle pour son "réformisme", son "révisionnisme" ou même son chauvinisme, ont aujourd'hui choisi leur camp : non pas celui de la classe ouvrière et de l'internationalisme contre tous les blocs impérialistes, mais celui d'un des blocs impérialistes (Hanoï-Moscou pour les trotskystes, Pékin-Washington pour les maoïstes) et donc contre la classe ouvrière. Au même titre que les grands partis de gauche, "socialistes" et "communistes", ils se révèlent donc comme des défenseurs patentés de l'ordre capitaliste : c'est également contre eux que le prolétariat doit et devra lutter pour défendre ses intérêts de classe.

Enfin, il en est dans cette confrérie de menteurs bourgeois qui appellent aujourd'hui à la "paix", qui prétendent refuser de choisir un camp ou l'autre et affirment que "les conflits peuvent être résolus par la négociation". Ils ne sont pas moins dangereux que les autres car ils maintiennent l'idée insidieuse que le capitalisme pourrait vivre sans guerres et masquent ainsi la nécessité de son abolition. En prêchant le pacifisme, c'est la passivité de la classe ouvrière qu'ils préparent. "Neutres", ils ne le sont pas, eux aussi ont choisi leur camp : contre le prolétariat et la révolution, pour la survie du capitalisme, même s'ils ne savent pas encore à quelle branche de celui-ci ils vont se raccrocher.

quelle issue pour la classe ouvrière ?

Le prolétariat mondial doit choisir son camp : non pas celui de la "démocratie" contre le "totalitarisme", non pas celui du faux "socialisme" contre "l'impérialisme", non pas celui d'une mobilisation pour une paix illusoire et impossible au sein du capitalisme, mais celui de la lutte sur son terrain de classe contre le capitalisme sous toutes ses formes.

Prolétaires de tous les pays, La clé de la situation mondiale est entre vos mains. Déjà vos luttes dans les grandes concentrations du capitalisme ont entravé le cours vers un nouvel holocauste. Quand la lutte de classe se développe, comme ces derniers mois, parmi les mineurs américains, les camionneurs et autres ouvriers en Grande-Bretagne, les travailleurs de la sidérurgie en Allemagne et en France, quand le prolétariat refuse de se plier aux "impératifs du capital national", quand il rejette l'austérité, il n'est pas prêt à se laisser imposer une austérité encore pire, à se faire massacrer pour ce même capital national. Mais il n'y a pas de garantie définitive, si cette lutte se relâche, si la classe ouvrière capitule devant les divers mensonges qu'on lui assène aujourd'hui, si elle se laisse enchaîner derrière "l'intérêt national", si elle consent des sacrifices au nom de

lutte contre une crise économique, si de toutes façons n'a pas d'issue, si elle accepte de s'associer à une seule des "solutions" que lui proposent les divers secteurs de la bourgeoisie, alors la voie sera ouverte à une nouvelle boucherie impérialiste, seule issue que le capitalisme puisse réellement donner à sa crise.

Prolétaires, les luttes que vous avez déjà engagées montrent le chemin de la seule issue, non seulement pour votre classe mais pour toute l'humanité. En les poursuivant, en généralisant, en brisant les chaînes qui les entravent encore, non seulement vous repousserez la menace de guerre, mais vous vous préparerez à la seule solution qui puisse mettre une fin définitive à toute possibilité de guerre : la destruction du capitalisme, la révolution prolétarienne mondiale.

CCI, le 25-2-79

POURQUOI L'INTERNATIONALISME ?

(suite de la page 8)

Par contre, grâce à une analyse plus juste, "Bilan" (2) a été capable de maintenir l'espérance du futur, le flambeau de l'internationalisme. Encore une fois, c'est à l'échelle du monde que tout cela s'apprécie et se prépare. Mondialement, la bourgeoisie prépare sa lugubre solution : répression du prolétariat et, partout, en vue de cela, elle augmente ses forces de police, sous prétexte bien sûr de protéger les citoyens ; guerre mondiale ensuite ; et partout, pour cela, elle accroît son potentiel d'armement.

Face à cette puissance de la bourgeoisie, quelle est la force du prolétariat ? Là encore, ce n'est qu'au niveau mondial qu'on peut mesurer le rapport de force. Aujourd'hui, les luttes qui éclatent partout dans le monde ouvrent la perspective à une lutte qui peut être victorieuse. En effet, même si la bourgeoisie augmente sa police et son armée, elle n'a plus aucun avantage matériel à accorder, et il faut remarquer qu'une de ses armes essentielles, celle de ses mystifications : droits de l'homme, anti-terrorisme, anti-fascisme et démocraties de moins en moins d'emprise sur le prolétariat, y compris les syndicats qui ont de plus en plus de mal à défendre l'ordre bourgeois. Nous voyons par là que la conscience du prolétariat est en train de se développer.

C'était pourtant ces mystifications qui avaient réussi à entraîner la classe ouvrière dans la deuxième boucherie mondiale. Nous ne sommes plus en 36 où le prolétariat se relevait à peine de la défaite de son premier assaut révolutionnaire. De plus, aujourd'hui, pour la première fois depuis l'entrée du capital en décadence, ce sont tous les pays du monde en même temps qui ont été frappés par la crise qui atteint d'ailleurs des dimensions sans précédent. Une analyse internationale nous permet donc de dire aujourd'hui que, globalement, au niveau mondial, le rapport des forces est en faveur du prolétariat et que le cours est à des affrontements de plus en plus forts faisant ainsi reculer le "solution" de la bourgeoisie, la guerre.

Ainsi, à cause de cette analyse internationale, nous pouvons donc répondre aux questions du début : Non, ce n'est pas par hasard si la lutte éclate un peu partout en même temps dans le monde ; oui, ces luttes ont un lien profond entre elles : elles sont la réponse de classe à l'attaque du capital, elles nous montrent que la seule perspective pour nous, désormais, est la lutte en vue de la destruction du capital.

internationaliser la lutte

Mais elles nous montrent aussi un pas nécessaire que nous devons fran-

chir : il nous faut généraliser, unir et centraliser nos luttes ! Puisque la cause du mal est partout la même, puisque nos intérêts sont partout fondamentalement les mêmes, puisque notre exploitation est partout de même nature, unissons nos luttes ! Nationalisons et au-delà des frontières, éliminons des comités de grève, que Ton révoque s'ils n'appliquent pas les décisions de l'assemblée générale, organisons ces divers comités par le biais des délégations, de façon centralisée !

Alors l'unité grandira dans nos rangs, et, avec elle, notre force ! Alors, la compréhension de l'enjeu se développera dans toute notre classe ainsi que la conscience des moyens à prendre pour y parvenir.

Seule l'union peut nous donner la force, et la division nous perdre. Nous n'avons pas d'autre choix, que la lutte. Or, rester divisés, c'est s'avancer à l'attaque en ordre dispersé. De plus, comprenons que si une fraction du prolétariat mondial est affaiblie, c'est l'ensemble du prolétariat qui s'affaiblit. La défaite du prolétariat allemand en 19-23 a été lourde de conséquences pour la lutte du prolétariat mondial à cette époque. Par contre, le renforcement d'une fraction du prolétariat représente un renforcement pour l'ensemble du prolétariat. Rappelons-nous l'enthousiasme et le dynamisme qu'a suscité la victoire des ouvriers russes en 17 chez les prolétaires du monde entier.

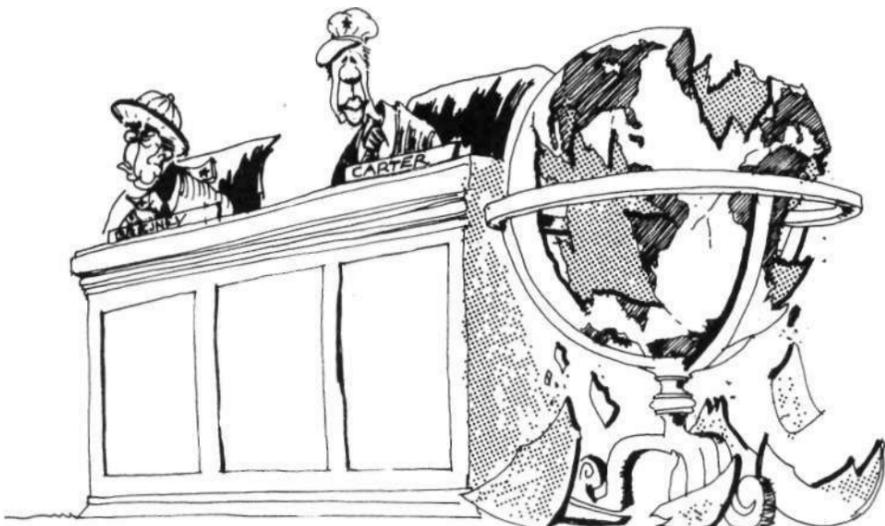
Ainsi, lorsque les communistes analysent la situation internationale dans leur presse et leur intervention, en général, ils ne font pas du journalisme, ou de l'académisme, ils se constituent partie prenante d'une lutte qui doit saisir sa propre dimension et son but historique.

"Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" Ainsi s'achève le "Manifeste".

A.B.

(1) Malgré la distinction ambiguë entre la "guerre défensive" de l'Allemagne et la "guerre dynastique" du Second Empire français, TAIT affirmait ainsi clairement sa position internationaliste (voir RI n°24, l'article : "Guerre, armée, mouvement prolétarien").

(2) "Bilan" : organe théorique, créé en 1933, de la Fraction de Gauche (en exil) du Parti Communiste Italien. Celle-ci, pour indiquer sa rupture définitive avec TIC, prendra, avant 1938, le nom de Fraction Italienne de la Gauche Communiste (voir Revue internationale n° 4).





VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

dijon

Réunion publique : Le 17 mars, à 16 h. à La MJC Maladière, rue Balzac, sur le thème : "LA LUTTE DU PROLETARIAT, FREIN A LA GUERRE".
 Permanence : Les 2ème et 4ème jeudis du mois, de 18 h à 19 h, à la librairie "Les doigts dans la tête", rue Chabot Charry.

le havre

Réunion publique : Le 16 mars, à 20 h 30, à la Salle des Sociétés Savantes, sur le thème : "PERSPECTIVES DES LUTTES OUVRIERES EN FRANCE".

paris

Réunion publique : Le 10 mars, à 17 h, au 27, avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage), sur le thème : "CONTRE L'AUSTERITE, FACE A LA GUERRE, LA REMONTEE DES LUTTES PROLETARIENNES".
 Permanences : tous les samedis, sauf les samedis de réunions publiques, à la même adresse, salle orange.

Prochaine réunion publique le 7 avril.

rouen

Permanence : Le 23 mars, à 20 h 30, à la Halle-aux-Toiles.

toulouse

Réunion publique : Le 23 mars, au 48, rue de la République, à 20 h 30, sur le thème : "LES LECONS DE LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1919".
 Permanence : tous les samedis à 14 h 30, au bar "Le Colbert", avenue St Eupéry.
 Vente aux marchés : 2ème et 4ème dimanche du mois, boulevard de Strasbourg, et le 2ème dimanche du mois au marché aux puces.

IRAN

suite de la p.5

ge de la classe révolutionnaire qu'elles peuvent obtenir satisfaction pour leurs aspirations, non corane couches particulières, historiquement condamnées, mais comme membres de la société. Une telle politique suppose de la part du prolétariat son autonomie organisationnelle et politique, c'est-à-dire, en particulier, le rejet de toute politique "d'alliance" avec ces couches. Ce n'est pas en se mettant à la queue de leurs revendications spécifiques que le prolétariat peut les entraîner derrière lui ; au contraire, ces couches ayant tendance, comme l'histoire Ta démontré, à suivre la force la plus dynamique dans la société, seule l'affirmation décidée de son projet révolutionnaire de classe peut lui permettre d'atteindre cet objectif et, en premier lieu, d'opérer au sein de ces masses la dislocation entre les secteurs les plus proches de la classe dirigeante et les secteurs les plus proches du prolétariat.

6) S'il n'y a pas de révolution bourgeoise en Iran, il n'y a pas plus de révolution prolétarienne. Malgré son indiscutable combativité, la classe ouvrière n'a pas affirmé d'autonomie véritable, elle n'a pas disputé le pouvoir à la bourgeoisie, ni ne s'est donné son organisation unitaire : les conseils ouvriers. Et c'est en cela que réside un autre enseignement des événements d'Iran : malgré la faiblesse tant numérique qu'organisationnelle et politique du prolétariat, et qui permet aujourd'hui à la bourgeoisie de garder globalement le contrôle de la situation, ses luttes ont eu cependant une influence décisive sur l'évolution de la situation politique. Ces événements n'ont fait que préfigurer ce qui, après une éclipse de plusieurs années faisant suite à la vague de luttes des années 1968-73, tendra de plus en plus à s'affirmer et se généraliser : l'occupation du devant de la scène de la vie politique de la société par le prolétariat au détriment du jeu des contradictions internes de la classe capitaliste (crises économi-

PUBLICATIONS DU C.C.I.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention)
 APARTADO DE CORREOS 19-18
 Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
 Manhattan Station
 365, West 125 St.
 New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
 Bruxelles 31
 1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
 San Martín
 Caracas 102
 (Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
 80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

I.K.S.
 Postbus 452
 Nijmegen

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
 BM Box 869
 London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
 IKS C/o ABC Buchladen
 Goethestrasse 77
 3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

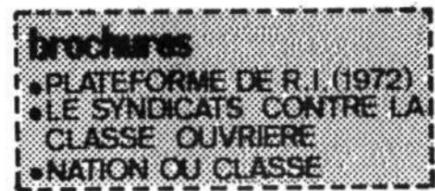
Elle se fixe les tâches suivantes :
 - la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
 - la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
 - la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification de des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE N° 16

IRAN : crise, révolte et grèves ouvrières

DEUXIEME CONFERENCE INTERNATIONALE des groupes de la gauche communiste THEORIES ECONOMIQUES... ET LUTTE POUR LE SOCIALISME
 ASCENSION ET DECLIN DE L'AUTONOMIE OUVRIERE



Directeur de la publication : C. Giné
 N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par Les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

INTERNATIONALISME N° 29 - février 1979

Une "équipe homogène"... contre notre classe

Cambodge : L'Orient est rouge de sang
 La gauche et le Cambodge : des avocats en difficulté

Syndicats : un semblant de radicalisme
 Elections sociales : luttez au lieu de voter

Algérie : marche funèbre pour un capitaliste d'Etat

L'Europe des briseurs de grève
 Lutte des chômeurs dans les années 30

Pays-Bas : l'anti-terrorisme comme feuille de vigne

Syndicats au Pérou : pas de pitié pour les loups

PCB : De la révolution à la contre-révolution (II - De l'opportunisme à la contre-révolution).

ACCION PROLETARIA N° 23 -

La crisis política de la burguesia española

Tres formas de apretarnos el cinturón
 Qué pasa en Iran ?

Huelgas en Europa

Por qué la clase obrera es la única clase revolucionaria ?

Dos expresiones de la conciencia proletaria

La CNT ante la constitucion

En el 60 aniversario de la revolucion alemana

Capitalismo de estado y ley del valor

REVOLUTION INTERNATIONALE
 B.P. 219
 75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
 12 numéros du journal et
 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
 12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
 C. Giné, CCP La Source 34 195 33

FAIRE RECULER LA BOURGEOISIE

suite de la p.3

le dessus, les licenciements deviennent effectifs et l'inflation ronge en quelques semaines les augmentations conquises.

Il en découle, non pas qu'il faille abandonner toute lutte immédiate en attendant le grand jour de la révolution prolétarienne mondiale, mais que ces combats "immédiats" ne peuvent être efficaces que :

- 1) en se plaçant résolument en dehors et contre tous les critères de rentabilité de l'économie capitaliste ;
- 2) en rejetant toutes les entraves légalistes, pacifistes, conciliatrices, qui ne cherchent qu'à enchaîner le prolétariat aux intérêts de ses exploités ;
- 3) en construisant les moyens d'un renversement permanent du rapport de force entre les classes, c'est-à-dire se concevant de plus en plus comme un des moments de préparation du renversement définitif des lois capitalistes par la révolution prolétarienne.

L'humanité dispose depuis plus d'un demi-siècle des moyens d'abondance pour pouvoir, définitivement, se passer des rapports de production capitalistes. Il y a suffisamment d'usines, de moyens de transports, de travailleurs, pour que les hommes n'aient plus besoin de vendre et acheter tout ce qu'ils produisent. Les lois capitalistes de production ne sont plus nécessaires au développement de l'humanité. Au contraire, elles se sont transformées en une gigantesque entrave à ce développement. Elles sont devenues une condamnation à la barbarie.

C'est pourquoi combattre de façon conséquente les effets des lois de la rentabilité capitaliste n'est pas aujourd'hui une lutte "désespérée", comme se plaisent à le répéter presse, radio et télévision. Ce combat est, au contraire, la seule source d'espoir pour l'humanité.

Le problème aujourd'hui ne se pose pas suivant la fausse alternative : lutter contre les attaques immédiates du capital ou lutter pour la révolution mondiale ; lutter contre les effets de l'exploitation ou lutter contre l'exploitation elle-même. Luttés "immédiates" et luttés globales révolutionnaires ne sont que deux moments d'un même combat.

La lutte révolutionnaire finale ne peut se préparer qu'au travers des milliers de combats immédiats, revendicatifs de la classe ouvrière ; en même temps, les luttés immédiates du prolétariat ne peuvent faire reculer la bourgeoisie qu'en se donnant l'ampleur de vue, la perspective et la détermination de la lutte pour la révolution.

En s'en donnant les moyens, la lutte ouvrière peut faire reculer la bourgeoisie. Certes, cela ne peut qu'aggraver encore la crise économique du capitalisme, mais, premièrement, les ouvriers n'ont pas le choix ; deuxièmement, cette aggravation ne peut que mettre encore plus en évidence la possibilité et la nécessité de la révolution prolétarienne mondiale.

R.V.

lisez REVOLUTION INTERNATIONALE en vente dans les kiosques

POURQUOI L'INTER NATIONALISME ?

Il y a peu de temps les sidérurgistes allemands étaient en lutte, tout comme Us sidérurgistes lorrains et du Nord-Pas-de-Calais, les ouvriers des chantiers navals de Nantes-St Nazaire, les métallos, les éboueurs, les camionneurs en Grande-Bretagne, les métallos à Madrid ; il y a peu de temps, Us employés des hôpitaux se battaient en Italie, Us ouvriers se sont battus en Iran, en Chine, Us mineurs en Pologne... Ce ne sont là que quelques exemples parmi d'autres : Us ouvriers se battent aujourd'hui partout dans le monde, est-ce par hasard si ces luttes éclatent un peu partout en même temps ?

Que signifient ces explosions de colère intense qui ne font que s'amplifier depuis quelques années et qui se précipitent depuis quelques mois en Europe et partout dans U monde ?

Comment organiser notre intervention dans U contexte de ces luttes ?

• Nous ne pouvons pas répondre à ces questions si nous nous bornons à l'horizon régional ou national. Le cadre de ces questions est mondial. Les luttes que nous constatons sont une réaction du prolétariat aux effets de la crise et, donc, une réaction qui va contre le système capitaliste. Nous n'avons là ni une question locale, ni une question nationale : il s'agit d'un problème social, qui, en ce sens, concerne l'ensemble des pays du monde.

Pour comprendre ce problème, nous devons suivre et analyser le développement du capitalisme au niveau global c'est-à-dire mondial, depuis ses origines, avec ses conséquences et les rapports de force qu'il engendre.

^dé^lop^merTt du

Des crises économiques, il est vrai, le capital en a connu d'autres. Le XIXème siècle, de façon cyclique, connaissait des crises économiques, celle de 1848 par exemple. Déjà, nous avions là une crise de surproduction : momentanément, la bourgeoisie éprouvait une grande difficulté à écouler ses marchandises, à trouver de nouveaux débouchés. Marx, dans le "Manifeste", parle d'une "épidémie qui se répand, celle de la surproduction, engendrant chaque fois un état de barbarie momentanée, jusqu'à la découverte de nouveaux marchés". Ces crises, comme dit Marx, étaient momentanées, certains marchés se saturaient, mais d'autres s'ouvraient dans le monde. Ainsi, les crises économiques des pays industrialisés d'Europe se résolvait par les nouveaux débouchés à la production que l'on pouvait trouver dans des pays à transformer comme l'Inde, la Chine ou l'Afrique et le développement du capital reprenait sa course en avant.

Nous voyons donc que, dès le XIXème siècle, la compréhension de ce qu'est une crise ne peut se faire par une analyse du processus de développement du capital, c'est-à-dire par une analyse qui ne peut se faire qu'aux dimensions du monde : "La grande industrie crée le marché mondial que la découverte de l'Amérique avait préparée" (Le Manifeste).

deux classes antagoniques

Le monde que nous voyons ainsi se constituer est un monde qui se divise en deux grandes classes ennemies, d'un côté la bourgeoisie exploiteuse, en face, le prolétariat exproprié de toutes les richesses qu'il produit.

A l'intérieur de la classe bourgeoise, la concurrence régnera en maître absolu : ce sera à celui qui vendra le plus de marchandises possibles, et,

pour cela, donc, à celui qui produira au plus bas prix possible. Il faut comprendre, celui qui parviendra le mieux à exploiter les ouvriers. La bataille au marché fera de tout autre capitaliste un ennemi. La seule "union", toute relative, ne pourra se faire qu'entre les frontières de la nation, cadre dans lequel la bourgeoisie se structure, et le monde sera formé d'un ensemble de nations concurrentes.

La classe ouvrière, par contre, sera de façon objective déterminée, non par la concurrence, mais, fondamentalement, par l'union. La condition pour l'amélioration de la condition ouvrière, à l'inverse de la condition bourgeoise, ne sera pas d'être en meilleure concurrence avec le voisin, mais de s'unir pour imposer à l'opresseur commun la volonté d'une classe entière. Arrachés à leur lopin de terre, à leur contrée, à leur pays d'origine, les prolétaires ne possèdent plus rien que la force de leurs bras. Ils vont vite réaliser qu'ils sont, dans tous les pays du monde, les exploités pendant les temps de paix et la chair à canon pendant les temps de guerre.

Ainsi, en 1870, pendant que Napoléon III fait la guerre à l'Allemagne de Bismarck, guerre de concurrence localisée, l'Association Internationale des Travailleurs déclare : "La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs de France et d'Allemagne. Elle se sent profondément convaincue que, quelque tournure que prenne l'horrible guerre qui s'annonce, l'alliance des ouvriers de tous les pays finira par tuer la guerre", et encore : "Nous nous tiendrons fidèlement aux côtés de nos camarades ouvriers de tous les pays, pour la cause commune internationale du prolétariat" (M). L'expérience de la Commune a, d'une autre façon, démontré la nécessité de l'union internationale des travailleurs : si la lutte de la classe ouvrière, à peine naissante, n'a su trouver la force de passer les frontières, les ouvriers parisiens se sont par contre affrontés aux armées de la bourgeoisie, française et allemande, réconciliées pour l'occasion. La seule circonstance où la bourgeoisie transcende ses divisions, c'est lorsqu'elle s'affronte à son ennemi mortel, le prolétariat. La nécessité de la constitution en force mondiale de la classe ouvrière n'en apparaît que plus nettement.

la lutte du prolétariat est internationale

Et c'est une analyse de la réalité à l'échelon du monde qui permettait à la classe ouvrière, dès le XIXème siècle, de comprendre que la cause du prolétariat est internationale

Le capital tendant alors à dominer le monde entier, il était clair que l'émancipation de la classe ouvrière ne pourrait se préparer et se réaliser qu'à l'échelon du monde. Cela est le fruit du processus des luttes. C'est bien ce que Marx avait en tête lorsqu'il disait, parlant du résultat de la lutte de classe au niveau mondial : "Parfois, ces luttes arrachent des réformes, mais le résultat est surtout l'union grandissante des travailleurs" avec de plus en plus la compréhension qui se dégageait qu'il est nécessaire de centraliser la lutte à l'échelon d'un pays mais aussi au niveau de tous les pays où le prolétariat est en lutte. Le prolétariat montre encore comment le processus de la lutte va d'une grève se généralisant à V"union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays" (Statuts de TAIT).

Ainsi, tous ceux qui veulent limiter notre vue, notre analyse, notre recherche à l'horizon régional ou national, ou bien à un monde seulement divisé en nations, sont ceux qui cherchent à nous empêcher de poser correctement nos questions de classe et en même temps nous empêcher d'y répondre. Et ceux-là sont nombreux, aujourd'hui : droite, gauche, gauchistes, syndicats ! Ce sont tous les mêmes escrocs.

La maladie de surproduction dont parlait Marx, inhérente aux rapports de production capitalistes, n'a fait que se développer jusqu'au jour où, le marché mondial devenant de plus en plus saturé, elle devint maladie mortelle, incurable, n'engendrant plus une barbarie momentanée mais permanente, et s'approfondissant au rythme des années. Faute de pouvoir trouver de nouveaux marchés en nombre suffisant, la seule solution pour la bourgeoisie devenait l'augmentation de l'exploitation des ouvriers, le repartage violent des marchés existants et la destruction de plus en plus massive des forces productives -machines et ouvriers. Le capital, au niveau du monde, entraînait alors dans sa décadence, ouvrant le cycle sinistre de crise, guerre, reconstruction, crise... Désormais, la bourgeoisie devenait de plus en plus incapable d'assurer l'existence de son esclave. Ainsi, pour la bourgeoisie, sous le coup de la nécessité, s'ouvre l'ère des guerres mondiales, et, pour le prolétariat, sous le coup de la même nécessité, celle des révolutions. En 1919, la IIIème Internationale du prolétariat le déclare : "Une nouvelle époque est née. Epoque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Epoque de la révolution communiste du prolétariat" (Plateforme de l'Internationale Communiste) :

C'est mondialement que le prolétariat répond par une vague de luttes à la détérioration de ses conditions de vie, barrant la route à la poursuite de la guerre mondiale : Russie 17, Allemagne 19, en sont les points forts, mais c'est dans tous les pays que les luttes ont surgi. Lénine et Rosa Luxembourgeois, par exemple, et d'autres avec eux, ont su exprimer ce changement... Mais encore une fois à partir d'une analyse globale, c'est-à-dire interna-

tionale du stade atteint par le capitalisme.

Lénine, dans le discours d'ouverture du Ier Congrès de l'Internationale saluait "le mouvement révolutionnaire du prolétariat" et le fait "que la révolution internationale mondiale commence et grandit dans tous les pays". Cette révolution, victorieuse d'abord en Russie en 17, mais mondialement vaincue ensuite, y compris en Russie, parce qu'elle n'avait pu s'étendre justement à tous les pays du monde. Quand Staline annonça la construction du socialisme-en un seul pays, ce bourreau du prolétariat ne faisait que proclamer la mort de la révolution qui n'avait pu atteindre les limites du monde.

Ainsi, c'est encore une analyse du capital au niveau mondial, global, qui nous permet de dire que, depuis le XIXème siècle, les "choses" ont changé et que la seule perspective historique désormais pour le prolétariat est celle de la révolution mondiale parce que mondialement, le capital est devenu irrémédiablement sénile, capable seulement d'engendrer la mort et la destruction.

L'analyse de la situation internationale nous montre qu'aujourd'hui, après la Ière et la IIème guerre mondiale, nous sommes à nouveau dans une crise économique sans issue qui touche tous les pays. Une fois de plus, elle se traduit par une attaque frontale contre le prolétariat mondial : davantage d'exploitation, cadences accrues, chômage de plus en plus important. Une fois de plus, la concurrence entre les différentes bourgeoisies nationales s'exacerbe. Chacune veut vendre son produit, chacune cherche à exporter davantage ; la phrase de Hitler : "Exporter ou mourir" est devenue le slogan de toutes les bourgeoisies nationales ; chacune est obligée de chercher protection auprès d'une plus puissante ; deux blocs se forment qui préparent leur solution : la guerre. C'est alors qu'on comprend ce que signifient les mots d'ordre : "Fabriquons français", "achetons français" : ils signifient la défense désespérée du capital national, la défense de la bourgeoisie nationale, la justification de l'exploitation des ouvriers ! Aucune solution nationale, ni aucun sacrifice ne pourraient d'ailleurs sortir quelque pays que ce soit de la crise !

Mais, à nouveau aussi, face à ces attaques, nous voyons la lutte de classe se développer, la réponse du prolétariat se faire jour dans tous les pays du monde.

L'enjeu des luttes qui se préparent sera déterminant pour l'avenir de l'humanité : soit la barbarie, soit, enfin, la réalisation de la communauté humaine. Cet enjeu est trop important pour ne pas être préparé. Pour avoir été incapables de faire une analyse juste de la situation internationale, croyant encore à un Etat ouvrier en Russie, les trotskystes, en 39, ont entraîné le prolétariat dans la guerre impérialiste au nom de la défense de cet Etat ouvrier, sombrant ainsi pour toujours dans le camp bourgeois.

suite p.6

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en France du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat. NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-interrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.